

POURQUOI L'IDEOLOGIE DE L'EVALUATION EST-ELLE PERNICIEUSE ?

par J-C Maleval*.

Résumé : Qu'est-ce que l'idéologie de l'évaluation ? Une introduction de l'économie de marché dans le domaine des services. Pourquoi est-elle pernicieuse ? Parce qu'elle est extrêmement coûteuse d'un point de vue matériel et humain, parce qu'elle désorganise ce qu'elle prétend optimiser, parce que, contrairement à ses prétentions, elle n'est jamais totalement fiable, parce qu'elle fétichise le chiffre, réducteur du facteur humain, parce qu'elle porte atteinte au lien social, parce qu'elle gomme l'acte politique sur lequel elle repose. Pourquoi la prône-t-on malgré tout ? Parce qu'elle présente l'énorme avantage politique de faire adhérer subrepticement ceux qui l'acceptent à la logique libérale de l'économie de marché.

L'évaluation méthodique des services gagne l'ensemble du monde occidental dans les années 1990, elle s'attaque en particulier au système de santé et aux universités. Son principe majeur consiste à œuvrer pour optimiser le rapport coût-efficacité. Elle introduit ainsi l'économie de marché dans des domaines qui en étaient autrefois préservés. Dans notre champ culturel où les idéaux se délittent, l'utile apparaît comme une valeur minimale, l'évaluation se présentant comme à son service, elle tend maintenant à s'étendre sur toute activité humaine.

* Professeur de psychologie clinique et pathologique à l'Université Rennes 2. Psychanalyste.

Comment refuser aujourd'hui l'évaluation ? Elle ne veut que le bien général : maximiser la qualité des services rendus et obtenir la meilleure rentabilité des deniers publics. Ces notions ne peuvent qu'apparaître « bonnes », avec une évidence aveuglante, ceux qui s'y opposent sont « absurdes ». On veut nous faire oublier qu'elle repose sur des logiques de gestionnaire et sur des techniques de management dont les conséquences sont pires que les bénéfices attendus.

Amputation de l'évalué.

L'une des plus manifestes est éminemment paradoxale : l'évaluation ampute d'emblée toutes les activités auxquelles elle s'attache. Chacun constate qu'elle détourne à son profit un temps considérable qui ne peut plus être consacré au travail évalué. Un chef de service de secteur psychiatrique relate qu'une simple démarche d'auto-évaluation, administrativement incontournable, a mobilisé le quart du personnel, pendant seize heures, à raison de huit réunions de deux heures, afin de remplir une grille référentielle préétablie, non adaptée à la psychiatrie¹. Le premier effet de l'introduction des mécanismes de l'évaluation est une perte de productivité qui atteint parfois plus de 20%. Elle écarte le clinicien de ses patients, le chercheur de ses travaux.. « Elle donne naissance à une bureaucratie parasitaire, qui détourne des ressources à son profit, qui se nourrit du travail d'autrui, qui le mine de l'intérieur »² Elle génère des institutions nouvelles avides de créer des emplois pour les faire fonctionner. Elle a besoin d'experts toujours plus nombreux. Elle fait appel à des individus de formations diverses pour les initier à une logique gestionnaire propre à expertiser les institutions de la santé. Que les pratiques de celles-ci soient en général totalement étrangères aux experts ne peut que les inciter à s'attacher au respect tâillon de grilles pré-établies. L'évaluation recrute des enseignants et des chercheurs pour assouvir sa chronophage et pour mettre en bonne place quelques autorités scientifiques dans ses instances. Certains universitaires en arrivent à abandonner totalement leurs activités pour se consacrer à l'administration de l'évaluation. Qui plus est, elle ne se réduit pas avec le temps, soucieuse d'être plus précise et plus efficace, butant sans cesse sur un aléatoire qui lui résiste, sa bureaucratie s'accroît, ses exigences s'affirment, la paperasserie augmente, l'activité évaluative est toujours portée à s'emballer. Elle prône une pré-évaluation par l'intermédiaire

¹ Matet J-D. La dictature du consensus. Le Nouvel Âne, janvier 2004, n° 3, p. 8.

² Miller J-A. Arrêtons de noter tout le monde ! Journal du Dimanche du 10 février 2008.

de contrats, elle appelle à l'auto-évaluation permanente, elle incite au suivi de l'impact de ses effets, elle crée des évaluateurs des évaluateurs, elle souhaite devenir plus fréquente, ses instances sont naturellement incitées à sans cesse se développer. L'engrenage de l'évaluation est un processus infini qui génère un ogre utilitariste qui ne saurait jamais être satisfait. Bref elle est d'emblée fort coûteuse pour les deniers publics et lourde pour les professionnels sur lesquels elle s'abat.

Il est difficile d'obtenir des chiffres concernant le coût exact de l'évaluation, mais quand on s'y essaie les résultats sont surprenants. On constate qu'un petit hôpital psychiatrique de province y consacre déjà des sommes considérables. Dans un « Etat des prévisions et recettes en 2007 », on apprend qu'une « première visite de certification », qui a duré une semaine, a donné lieu à un versement de 15 540 euros à la Haute Autorité de Santé. « À ce coût, est-il précisé, s'ajoute le coût induit par la participation des personnels aux groupes d'évaluation des pratiques professionnelles et d'autoévaluation » : 11 groupes thématiques de travail et 10 autres groupes d'évaluation des pratiques professionnelles ! D'autres dépenses sont envisagées pour faire appel à « un organisme de formation dont les missions seront de mettre en œuvre une visite à blanc et de nous soutenir dans l'élaboration de la synthèse finale ». Les 15 540 euros ne sont donc qu'une goutte d'eau dans ce processus complexe de pré-évaluation, d'évaluation à blanc, d'évaluation définitive, etc. Le tout devant être périodiquement répété. Mais cela n'est pas suffisant : décidément inquiète, la direction cherche à se prémunir, en faisant entrer dans l'hôpital un spécialiste de l'évaluation. Elle crée un poste de « responsable qualité » : ajoutons 68 478 euros l'an. Au moment où l'on supprime des milliers de postes de fonctionnaires, il est intéressant de savoir que les fonds ne manquent pas pour créer des évaluateurs. Dès lors, en 2007, le total des dépenses consacrées à l'évaluation par un petit hôpital se chiffre sans doute en centaines de milliers d'euros. Or elles restent minimales par rapport à celles engagées par de grosses structures hospitalières. Dans les universités les enseignants constatent de même que chaque année les heures consacrées à l'évaluation se font plus nombreuses au détriment de l'enseignement et de la recherche. Le chiffrage de la cumulation des heures ainsi utilisées donnerait pour prix de l'évaluation une somme que nous n'imaginons peut-être même pas. Nous en avons cependant un indice particulièrement probant, mentionné dans un travail d'Eric. Laurent, intitulé « Le trou noir des vanités »³. Il rapporte qu'on en arrive « dans le système le plus évalué du monde, les USA, à

³ Laurent E. Le trou noir des vanités. La Cause freudienne. Navarin. 2005, 61, pp. 11-18.

ce que les dépenses administratives d'évaluation absorbent près du tiers (31%) des dépenses de santé » selon des études effectuées en 2003 par la *Harvard Medical School* et en 2004 par le *Public Citizen Health Research Group*.

Pourquoi le coût considérable de l'évaluation n'est-il jamais évalué lui-même par les évaluateurs? Sans doute, nous y reviendrons, parce que ses avantages sont incommensurables, - mais pas pour tous.

Fiabilité relative.

L'Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur, à l'instar de toutes les instances officielles d'évaluation, n'hésite pas à affirmer qu'elle « garantit la fiabilité des procédures et des résultats d'évaluation qu'elle conduit ». D'ailleurs à cette fin elle met en place d'importants moyens, d'abord des dispositifs permanents d'auto-évaluations, et même l'appel « à une évaluation externe indépendante ». Elle tente ainsi de faire advenir l'évaluateur des évaluateurs qui garantirait l'évaluation absolue. Or, bien entendu, toute évaluation peut à son tour être contestée par une autre évaluation, utilisant une méthodologie différente, ce qui ouvre sur une régression à l'infini.

Toute évaluation est relative, parce que dépendante d'un choix méthodologique. Or elle nous est aujourd'hui présentée comme objective, parée du prestige du chiffre, donc scientifique, dès lors non interrogeable. On passe sous silence que le modèle mathématique repose en aval sur un choix décisif, celui de chiffrer tel élément plutôt que tel autre, tandis qu'en amont se font d'autres choix, ceux qui opèrent dans l'interprétation des résultats. En matière d'évaluation de l'efficacité des psychothérapies, par exemple, il a été bien établi que les résultats obtenus sont très fortement corrélés à l'allégeance théorique des chercheurs qui ont engagé l'étude⁴ : en ce domaine il est assez manifeste que le résultat souhaité détermine la méthodologie employée. Mesurer l'efficacité en référence à l'éradication d'un symptôme n'est pas du même ordre que de l'apprécier en rapport à l'amélioration générale du fonctionnement du sujet. La première mesure étant aisément chiffrable elle convient mieux aux modernes évaluateurs, tandis que la seconde nécessitant

⁴ Luborsky L., Diguier L., Seligman D.A., Rosenthal R., Krause E.D., Johnson S., Halperin G., Bishop M., Berman J.S., Schweizer E. The researcher's own therapy allegiances : a « wild card » in comparisons of treatment efficacy. *Clinical Psychology Science Practice*. 1999, 6, 95-106

une appréciation qualitative est volontiers rejetée comme non scientifique. Cependant, la constatation faite dans le champ des psychothérapies est sans doute généralisable, car aucune méthodologie ne s'impose d'emblée pour un domaine considéré, l'évaluateur opère nécessairement un choix préalable déterminant. Quant à l'interprétation des résultats, quand ceux-ci ne conviennent pas, il est une méthode très employée, ce que les anglo-saxons nomment le « file drawer effect ». Quand les laboratoires pharmaceutiques constatent que, comparés à des placebos, certains médicaments anti-dépresseurs augmentent les passages à l'acte suicidaires, que font-ils ? Ils s'empressent de ne pas publier les études. Il a fallu la longue lutte de D. Healy pour qu'elles soient portées à la connaissance de tous⁵.

Une crédibilité minimale de l'évaluation pourrait lui être accordée si les évaluateurs étaient reconnus comme particulièrement compétents dans le domaine envisagé. Or cela est rarement le cas. Il est fréquent que les évaluations soient menées par des individus peu embarrassés par leur manque de compétence dans la discipline considérée, le maniement du chiffre leur conférant une onction scientifique qui leur paraît une autorisation suffisante. Bien entendu, comme le constatait Y. C. Zarka⁶, ce sont rarement les meilleurs qui ont le goût et le temps de faire la police chez leurs collègues.

L'AERES cherche à réduire l'évaluation à un problème technique, ce qu'elle n'est que très secondairement, mais comment lui faire confiance alors qu'elle ne respecte pas même les exigences de ses propres protocoles ? Elle affirme que ses experts ne doivent pas avoir de « conflits d'intérêts » avec les évalués, or, en psychologie, la quasi-totalité des experts sont des cognitivistes, qui considèrent que seule la méthode expérimentale serait appropriée à leur science, de sorte que ceux qui prônent la méthode clinique sont mis à l'index et progressivement étouffés. Si les cliniciens expertisaient les cognitivistes, ces derniers crieraient à l'incompétence. Mais l'inverse ne leur paraît pas vrai au nom d'une conception naïve de la science⁷. En cautionnant cela, en psychologie, comme en d'autres domaines des sciences humaines, l'AERES se discrédite.

⁵ Healy D. Let them eat Prozac. The Unhealthy Relationship between the Pharmaceutical Industry and Depression. New York University Press. 2004

⁶ Philosophe, directeur de recherches au CNRS. Intervention au « forum des psy » du 9 février 2008 à la Mutualité.

⁷ Maleval J-C. L'unité de la psychologie a vécu ». Le Nouvel Âne. Février 2008, 8, pp. 50-51.

Le coût élevé de l'évaluation n'a pas manqué d'être discerné par les gestionnaires, de sorte qu'ils s'emploient à le réduire, en tentant de diminuer la chronophage qu'elle réclame, la solution radicale mise en place consiste à procéder pour l'essentiel de manière quantitative. C'est pourquoi il apparaît de moins en moins nécessaire que ce soient les pairs qui fassent le travail, l'évaluation de demain sera confiée à la machine : le calcul du nombre de publications pondéré par « l'impact factor »⁸ de la revue donnera un chiffre auquel sera réduit l'évalué.

Depuis peu l'appréciation de la qualité des chercheurs est censée être devenue fiable : elle se mesure à « l'impact factor ». Plus un chercheur est cité dans les revues propres à sa discipline, plus celui-ci est positif. À l'extrême la production d'une thèse peu crédible, mais faisant réagir la communauté scientifique, comme la « mémoire de l'eau » du Dr Benveniste, fera bénéficier son inventeur d'un meilleur impact factor qu'une thèse hautement novatrice, mais en rupture avec le savoir du moment.. Rappelons qu'un texte qui a marqué notre temps, tel que l' « Interprétation des rêves » de Freud, a été très peu cité dans les années suivantes sa parution, il en fut vendu 228 exemplaires lors des deux premières années, il fallut dix ans pour épuiser la première édition de 600 exemplaires⁹. Un travail probablement médiocre à l'aune de l'impact factor.

La vogue de la bibliométrie incite aujourd'hui la plupart des chercheurs à composer avec l'obtusion du chiffre en mettant en place des stratégies de contournement. Beaucoup d'articles ne consistent qu'en recueil de données statistiques, sur les paramètres les plus divers, qu'il est toujours possible de varier, dont l'intérêt théorique est souvent faible, mais d'une grande utilité pour multiplier les références aux collègues, afin que ceux-ci ait l'obligeance de rendre le même service. Dans certains champs, en particulier en sciences humaines, les effets de réseau produisent un conformisme intellectuel agressif, qui s'efforce d'étouffer les recherches divergentes.

La situation n'est pas meilleure dans le champ de la santé, quand les cliniciens s'avèrent contraints de rendre compte de leur pratique en cochant des cases référées à des

⁸ Le facteur d'impact d'une revue représente, pour une année donnée, le rapport entre le nombre de citations se référant à cette revue sur le nombre d'articles publiés par celle-ci, le calcul s'effectuant sur une période de référencement de deux ans. Pour donner une indication quant à la pertinence du chiffre obtenu, soulignons qu'une citation critique d'un article pèse le même poids qu'une citation élogieuse.

⁹ Jones E. La vie et l'œuvre de Sigmund Freud. PUF. Paris, 1958, I, p. 395.

systèmes diagnostiques qu'ils n'utilisent pas, parce qu'ils en récusent la pertinence, composés d'artéfacts vides, mais qui leur sont imposés au principal mérite qu'ils se prêtent mieux à la statistique¹⁰. Faut-il préciser que le souci de rigueur n'est pas ce qui domine quand ils s'adonnent à ces tâches perçues comme inutiles. Au nom d'une évaluation qui se présente comme objective certains sont invités à renier ce qu'ils font et à se déposséder du savoir auquel ils se réfèrent.

Qu'importe la manière dont sont retenues les données diagnostiques, qu'importe le calcul de l'impact factor, au terme l'évaluateur dispose d'un chiffre propre, net, scientifique, utilisable pour orienter la prise de décisions. Bien entendu, il arrive que ce chiffre ne convienne pas, mais les ressources méthodologiques ne manquent pas pour en obtenir un autre si nécessaire.

Bref, on ne peut que partager l'opinion du mathématicien Luc Miller, « le discours évaluationniste qui revendique l'objectivité parfaite est un délire, qui fait peser sur le chercheur un absolu fallacieux ». Qui plus est, ajoute-t-il, c'est une idée dangereuse « de penser qu'il puisse y avoir une évaluation automatique chiffrée, systématique, complètement objective, et qui vous appelle à participer à cette objectivité, alors que vous avez bien le droit de ne pas être comme les autres, d'avoir une pratique différente. Il y a dans la « culture de l'évaluation » le désir d'imposer des normes, d'humilier l'autre, de le faire céder sur son être. Vous avez des chercheurs passionnés à qui soudain on oppose des critères, des modes d'évaluation qui les dévalorisent à leurs propres yeux »¹¹.

Atteinte au lien social.

Outre l'aggravation de la charge de travail, l'évaluation, même positive, suscite une désorganisation foncière : elle fait toujours apparaître le fonctionnement présent comme inaccompli en regard de la performance optimale. Elle incite à un remaniement permanent des tâches à évaluer. Elle génère un idéal inaccessible : le moindre coût pour l'efficacité maximale - même le bénévolat expert ne peut complètement la satisfaire. Elle entraîne une instabilité et une tension constantes. Qui adhère à l'idéologie de l'évaluation se doit d'être

¹⁰ Maleval J-C. DSM, un manuel pour quelle science ? *Raison présente*. 2002, 144, pp. 37-55.

¹¹ Miller L. « Le discours évaluationniste qui revendique l'objectivité parfaite est un délire... », in *Le Nouvel Âne*. Février 2008, 8, p. 63.

toujours plus performant en s'engageant dans une multiplication de publications, dans un accroissement des consultations, dans une « colloquite » effrénée, etc. À la faveur du nouveau contexte, ce qui évolue est la capacité à s'adapter à ces lourdes exigences, beaucoup plus que la qualité du travail ou de la recherche.

L'évaluation est par essence ségrégative : elle produit des classements, elle y désigne les meilleurs, elle stigmatise implicitement les autres. Elle instaure une compétition permanente entre les institutions, les équipes, les chercheurs et les professionnels. Elle porte ainsi atteinte au lien social en constituant comme rivaux potentiels ceux qui auraient pu s'éprouver comme solidaires. Rien de mieux que l'évaluation pour miner la conscience syndicale. Elle produit une sélection darwinienne qui conduit par exemple vers la partition des universités entre pôles d'excellence scientifiques et collègues universitaires littéraires.

Le coût humain de l'évaluation est lourd : non seulement elle accroît les charges de travail de l'évalué, elle l'incite de surcroît à faire toujours plus, mais elle est fondamentalement suspicieuse à son égard. Les activités humaines ont toujours fait l'objet d'une évaluation spontanée, reposant a priori sur une confiance faite aux institutions et aux professionnels, l'évaluation méthodique commence par retirer cette confiance. Elle instaure une surveillance des évalués qui aspire à devenir toujours plus exigeante. Elle ne peut chercher à justifier sa foncière suspicion puisqu'elle est inhérente à son fonctionnement. Dans un récent ouvrage sur « Les ravages de la « modernisation » universitaire en Europe », Chris Lorenz, professeur d'histoire à Amsterdam, constate très justement que « les raisons pour lesquelles il ne faudrait pas faire confiance à l'autonomie professionnelle des universitaires et pour lesquelles il faudrait préférer le formalisme bureaucratique au professionnalisme n'ont jamais été soumises à discussion : il s'agit simplement d'un présupposé intégré au discours néo-managérial et, comme tel, placé hors du domaine de la réflexion et de la critique »¹². L'évaluation ne croit ni aux éthiques professionnelles, ni aux régulations institutionnelles, elle se méfie de l'humain.

Les évaluateurs prennent toujours la précaution de souligner qu'ils ne sont pas les décideurs, mais ils passent volontiers sous silence qu'ils sont nommés par ces derniers. En

¹² Lorenz C. « L'économie de la connaissance », le nouveau management public et les politiques de l'enseignement supérieur dans l'Union européenne, in ARESER. Charles C. Soulié C. Les ravages de la « modernisation » universitaire en Europe. Syllepse. 2007, p. 50.

France, contrairement à d'autres pays, les conseils d'administration de l'ANR et de l'AERES ne sont pas indépendants, mais dominés par des représentants de l'Etat et des entreprises. Les évaluations produites sont censées délivrées des données objectives propres à éclairer la décision des politiques. Il arrive qu'elles ne répondent pas à leurs attentes.

Interprétation orientée des résultats.

Prenons un exemple de leur possible traitement dans ces circonstances. De nouvelles études récentes confirment que l'efficacité des anti-dépresseurs est dans la plupart des cas à peine supérieure à celle des placebos. L'information ne reste pas pour une fois confidentielle et se diffuse dans la presse et aux journaux télévisés. Quelle est la réaction des psychiatres universitaires en présence de cette évaluation qui irrite leurs convictions scientifiques ? Ils commencent par banaliser l'information dans « Le Figaro » du 2 mars 2008, en rappelant qu'elle est connue de tous les spécialistes, certes, mais pas des consommateurs d'anti-dépresseurs. La suite montre qu'ils souhaitent que persiste l'ignorance de ces derniers. Dans un deuxième temps, ils mettent en cause la méthodologie des études utilisant un groupe témoin recevant un placebo, pourtant cette pratique est utilisée pour tester tous les médicaments, et ils ne la contestent nullement quand elle donne les résultats qu'ils attendent. Le plus ahurissant est l'affirmation suivante, dans laquelle le scientisme est porté à son comble, les Professeur Jean-Pierre Olié, Henri Cuhe, Daniel Sechter et Thierry Bougerol n'hésitent pas à écrire : « les résultats négatifs n'intéressent pas la communauté scientifique »¹³, la science ne doit selon eux apporter que de bonnes nouvelles, sinon ce n'est plus de la science, emportés par leur enthousiasme ils ajoutent : les résultats négatifs « ne sont pas acceptés par les revues scientifiques » ! Comprenons bien : dire qu'un médicament est efficace, c'est scientifique, cela relève de l'évaluation, affirmer qu'il ne l'est pas, c'est de l'idéologie. Révéler la quasi-inefficacité d'un produit commercialisé est une étude inutile, qui ne mérite pas d'être publiée, elle ne saurait accéder au statut d'une authentique information. Un tel procédé caricatural est banalement employé dans l'interprétation des résultats des évaluations.

Il y a pour les décideurs de bonnes et de mauvaises évaluations, les premières sont promues au rang de vérités scientifiques, les secondes ne sont pas dignes d'être

¹³ Olié J-P, Cuhe H., Sechter D., Bougerol T. Les antidépresseurs, trop c'est trop ! Le Figaro. Samedi 1^{er} – dimanche 2 mars 2008, p. 16.

mentionnées. En fonction du produit évalué, et des résultats attendus, une méthodologie identique sera louée ou décriée par les mêmes experts. En se parant de la figure de l'évidence, la « bonne » évaluation gomme le choix politique qui la promeut et qui l'utilise. Elle sert d'alibi à des décisions dont les déterminants sont pour l'essentiel déconnectés de celle-ci. Quels sont-ils ? L'exemple des psychiatres du « Figaro » met sur la piste, celle qui oriente vers les laboratoires pharmaceutiques, et conduit au-delà jusqu'aux rouages de l'économie de marché. Les tenants de l'idéologie de l'évaluation sont porteurs d'un projet de société, certains le savent, d'autres veulent l'ignorer, mais tous refusent d'en assumer la responsabilité, en se camouflant sous l'objectivité scientifique.

Gomme l'acte politique.

Bien que le coût matériel et humain de l'évaluation soit élevé, nul dirigeant ne songe à l'évaluer elle-même. Pourquoi ? Eh bien parce qu'elle tire sa force de générer un profit politique incommensurable : qui accepte librement d'être évalué se trouve capté, parfois malgré lui, par une conception du monde régie par le profit. J-A Miller souligne à juste titre qu'en matière d'évaluation l'essentiel n'est pas de produire du chiffre, mais d'obtenir le consentement de l'autre. « L'évaluation, affirme-t-il, est une initiation et se transmet comme une initiation. On le voit bien à ceci qu'on tente les gens, au sens de la tentation, de se prêter à l'évaluation, en leur disant : « Une fois que vous serez accrédité-évalué, vous en évalueriez d'autres ». Le contenu même de l'évaluation, de l'opération évaluatrice, échappe. C'est un questionnaire, des entretiens, ce genre de choses. Le plus important est que l'autre ait consenti à l'évaluation. Consentir à être évalué est beaucoup plus important que l'opération d'évaluation elle-même. Disons même : l'opération, c'est d'obtenir votre consentement à l'opération...[...] L'évaluation est la recherche méthodique, inlassable, extrêmement maligne, du consentement de l'autre. [...] L'évalué d'hier est l'évaluateur de demain, tout évalué-accrédité est en puissance un évaluateur. L'évalué *y est passé*, il attend que vous *y passiez* à votre tour, il est naturellement prosélyte »¹⁴ Même non accrédité l'évalué consentant perçoit après-coup son activité à travers les valeurs suggérées par l'évaluation, dès lors sa lecture du monde et des rapports humains s'infléchit, le plus souvent sans qu'il le discerne les lois de l'économie de marché se sont parées des figures de l'évidence. En contester les ramifications dans l'évaluation lui devient « absurde ». La mutation subjective

¹⁴ Miller J-A. Milner J-C. Evaluation. Entretiens sur une machine d'imposture. Agalma. 2004, pp. 35-37.

opérée par l'évaluation s'avère parfois remarquable, certains prosélytes de celle-ci ne doutent pas que l'économie de marché tend résolument vers une accentuation de la ségrégation entre les nantis et les autres, qu'elle promeut une médecine à deux vitesses, qu'elle est à la tâche de partager « l'économie du savoir » entre des pôles d'excellence et des collèges universitaires, ils prônent malgré tout les bienfaits de l'évaluation : la connexion entre le marché et celle-ci ayant été coupée par leur consentement à cette dernière.

Certes, les organismes chargés de l'évaluation sont parfois aptes à entendre certaines critiques méthodologiques, l'AERES par exemple ne ferait plus guère confiance à l'impact factor. Cependant, à l'encontre de ce que voudraient faire accroire ses tenants, l'évaluation n'est pas un problème technique. L'évaluation méthodique des services est une idéologie, au sens fort du terme, celui qui désigne une construction intellectuelle élaborée pour justifier l'ordre social existant, en voilant les intérêts matériels de certains pour les présenter comme les intérêts de tous.

Les activités humaines ont toujours été spontanément évaluées, et par ceux qui les font, et par ceux qui y recourent. La nouveauté de notre temps réside dans l'introduction d'une évaluation méthodique qui prétend incarner un absolu fallacieux. Il faut répéter que l'évaluation emporte avec elle une idéologie pernicieuse, parce qu'elle est extrêmement coûteuse d'un point de vue matériel et humain, parce qu'elle désorganise ce qu'elle prétend optimiser, parce que, contrairement à ses prétentions, elle n'est jamais totalement fiable, parce qu'elle fétichise le chiffre, réducteur du facteur humain, parce qu'elle porte atteinte au lien social, parce qu'elle gomme l'acte politique sur lequel elle repose. Pourquoi la prône-t-on malgré tout ? Parce qu'elle présente l'énorme avantage politique de faire consentir subrepticement ceux qui l'acceptent à la logique libérale de l'économie de marché.

Certes, nous ne pouvons refuser d'entrer dans les mécanismes de l'évaluation, sauf à démissionner des lieux où elle se pratique, mais nous devons refuser d'adhérer à son idéologie, en ne nourrissant pas celle-ci, en ne rêvant pas d'une bonne évaluation, en rappelant sans cesse que le facteur humain excède le chiffre, en résistant pied à pied par la dénonciation de ses méfaits, et en la révélant pour ce qu'elle est en dernière analyse : un instrument de consentement à l'économie de marché.